

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité administrative  
Boulevard Tourasse  
CS 87564  
64000 Pau

Pau, le 27/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYNDICAT MIXTE BIL TA GARBI**

7 rue Joseph Latxague  
64100 Bayonne

Références : DREAL/2026D/4327

Code AIOT : 0003102440

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE BIL TA GARBI implanté lieu-dit La Croix des Bouquets 64122 Urrugne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre de la première inspection à la suite de la signature, le 22 janvier 2019, de l'arrêté préfectoral n° 31-2440/2019/001 autorisant le syndicat mixte Bil Ta Garbi à exploiter un centre de stockage et de valorisation de déchets inertes sur le territoire de la commune d'Urrugne et de la mise en exploitation du site à la date du 23 décembre 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNDICAT MIXTE BIL TA GARBI
- lieu-dit La Croix des Bouquets 64122 Urrugne
- Code AIOT : 0003102440
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi a pour compétence le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés pour le compte de près de 211 communes de l'Ouest du département des Pyrénées-Atlantiques. Il est autorisé à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) et une plate-forme de valorisation sur le territoire de la commune d'Urrugne.

Ce centre reçoit et stocke des déchets inertes non dangereux, constitués essentiellement de gravats de démolition de bâtiments et de terres de remblais/déblais, ainsi que de l'ensemble des déchets autorisés par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Le site accueille des déchets du lundi au vendredi de 8h à 16h. Ce site dispose d'une plateforme de broyage et de concassage. Le site est actuellement en cours de certification ISO 140001.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                 | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Dispositions générales - Implantation du site                     | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 2  | Dispositions d'exploitation - Consignes                           | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14.II | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 3  | Règles d'exploitation du site - Accès au site                     | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16    | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 6  | Règles d'exploitation du site - Déchargement des déchets          | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 12 | Conditions d'admission des déchets inertes - Registre d'admission | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9     | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 13 | Déclaration des déchets                                           | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 31    | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | entrants et sortants                              |                                                            |                                                                                                                            |                       |
| 16 | Émissions dans l'eau - Valeurs limites d'émission | Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 4.3.11 et 4.3.12 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 17 | Surveillance des émissions et de leurs effets     | Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 9.1.1            | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 20 | Récolement aux prescriptions                      | Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 1.7              | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                        | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 4  | Règles d'exploitation du site - Panneau de signalisation | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22  | Sans objet        |
| 5  | Dispositions générales - Liste des déchets admissibles   | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5-I | Sans objet        |
| 7  | Règles d'exploitation du site - Stockage des déchets     | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20  | Sans objet        |
| 8  | Déchets - Refus                                          | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28  | Sans objet        |
| 9  | Conditions d'admission des déchets inertes - Acceptation | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3   | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                                    | Référence réglementaire                                         | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | préalable                                                            |                                                                 |                   |
| 10 | Conditions d'admission des déchets inertes - Contrôle visuel         | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7                     | Sans objet        |
| 11 | Conditions d'admission des déchets inertes - Acceptation des déchets | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8                     | Sans objet        |
| 14 | Émissions dans l'eau - Collecte et traitement des eaux internes      | Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 4.3.5                 | Sans objet        |
| 15 | Protection des eaux souterraines                                     | Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 4.4.1                 | Sans objet        |
| 18 | Émissions dans l'eau - Surveillance                                  | Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 9.2.2, 9.2.4 et 9.3.1 | Sans objet        |
| 19 | Émissions dans l'air - Retombées de poussières                       | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25                    | Sans objet        |
| 21 | Auto-surveillance                                                    | Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 9.3.2                 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 26 mars 2026 a permis de constater que :

- les procédures liées à la réception, à l'identification, au tri et au stockage des déchets inertes sont bien appliquées, mais ces procédures sont uniquement orales et ne sont, de fait, pas accessibles pour consultation. Il est demandé à l'exploitant de rédiger et d'afficher les consignes détaillées portant sur l'organisation et les procédures du site,
- le plan topographique du site n'est pas à jour. Il est demandé à l'exploitant de fournir un plan topographique représentatif de la situation actuelle du site,
- la sécurisation de l'accès au site n'est pas garantie. Le portail d'accès principal a subi des dégradations et une partie du grillage en limite Ouest du site s'est affaissée. Il est demandé à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à la remise en état de ces ouvrages,
- la zone de contrôle des déchets n'est pas signalée et est détériorée. L'exploitant précise que des travaux doivent être réalisés dans cette zone. Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les travaux réalisés pour la mise en conformité,

- le site d'Urrugne ne dispose pas de son propre numéro SIRET et les déclarations sur GEREP et Vigiedéchets sont réalisées sous un numéro SIRET commun à l'ensemble des sites gérés par le syndicat. Afin d'améliorer la traçabilité, il est demandé à l'exploitant de réaliser ses déclarations sous un numéro SIRET propre à chaque site,
- l'exploitant procède aux analyses des effluents aqueux conformément aux prescriptions définies dans son arrêté préfectoral d'autorisation, mais les données fournies dans les rapports d'analyses sont incomplètes. Il est demandé à l'exploitant de localiser avec précision les zones où sont effectués les prélèvements,
- le bilan annuel d'activité 2025, transmis à l'inspection par courriel du 30 mars 2026, révèle des non-conformités répétées concernant les matières en suspension (MEST) dans les rejets aqueux du site. Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance de l'inspection toute non conformité constatée, dans un délai maximum d'un mois à la suite de la réalisation des prélèvements et de mettre en place des actions correctives afin de garantir le respect des seuils établis dans son arrêté préfectoral.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales - Implantation du site

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour du relevé topographique du site                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement établie en conformité avec les articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du Code de l'environnement.                                      |
| <b>Constats :</b><br><br>Le plan topographique du site à disposition de l'inspection est daté du 6 février 2013 et ne tient pas compte des travaux réalisés, notamment ceux portant sur la stabilisation du talus en contrebas de la route départementale 810 (RD 810) à la suite d'un glissement de terrain. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection un plan topographique représentant la configuration actuelle du site.                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### N° 2 : Dispositions d'exploitation - Consignes

|                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14.II                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage des consignes d'exploitation                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. |

|                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                 |
| Les consignes concernant l'organisation et la gestion du site sont uniquement orales. Les procédures rédigées portent uniquement sur les modalités de saisie dans les applications informatiques. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                  |
| L'exploitant rédige et affiche des consignes détaillées portant sur l'organisation et les procédures du site prévues par la réglementation applicable.                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                             |

#### N° 3 : Règles d'exploitation du site - Accès au site

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien de la clôture et des portails                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Le site est délimité dans son intégralité par une clôture et plusieurs portails en périphérie et à l'intérieur du site, tous verrouillés ou verrouillables au moyen d'une clé. Cependant, en limite Ouest du site (chemin de Maxanbaita), le grillage est détérioré et seules des ronces permettent d'obstruer l'accès. Par ailleurs, plusieurs portails, dont le portail d'accès principal, ont été détériorés.                            |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| L'exploitant réalise les travaux nécessaires afin de sécuriser en totalité l'accès au site.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 4 : Règles d'exploitation du site - Panneau de signalisation

|                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage des informations à l'entrée du site |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification de l'installation de stockage ;</li> <li>- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;</li> <li>- les jours et heures d'ouverture ;</li> <li>- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;</li> <li>- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose, à l'entrée du site, d'un panneau de signalisation et d'information conforme. Par ailleurs, un second panneau de signalisation est présent au niveau du second portail en périphérie de site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 5 : Dispositions générales - Liste des déchets admissibles

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5-I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Type des déchets admissibles par apporteur sur le site</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Concernant les installations autorisées après l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement [...]</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant tient à jour un registre informatique comprenant, par apporteur, la liste des catégories de déchets admissibles.</p>                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection un document listant le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.</p>                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 6 : Règles d'exploitation du site - Déchargement des déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone de contrôle des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.<br><br>Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate que la zone de contrôle des déchets ne dispose ni d'affichage, ni d'une délimitation explicite. L'exploitant déclare que les intempéries (fortes pluies) ont contribué à dégrader le terrain et que des travaux d'aménagement de cette zone sont prévus.                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant communique à l'inspection les modifications opérées dans cette zone, conformément à la réglementation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 7 : Règles d'exploitation du site - Stockage des déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Organisation du stockage des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes :<br><br>- elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ;<br><br>- elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ;<br><br>- elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les déchets sont actuellement stockés contre le talus, en partie Nord du site.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 8 : Déchets - Refus**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Benne des déchets indésirables                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate la présence d'une benne servant à stocker les déchets indésirables, dans la zone de contrôle des déchets.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Type de suites proposées : Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 9 : Conditions d'admission des déchets inertes - Acceptation préalable**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li></ul> Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate que la procédure mise en place par l'exploitant est conforme à la réglementation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                              |
|----------------------------------------------|
|                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 10 : Conditions d'admission des déchets inertes - Contrôle visuel**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admission des chargements de déchets sur le site                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b><br><br><p>L'inspection constate que l'exploitant a mis en place un système de référencement de l'apporteur, sous forme de fiche, contenant les informations relatives à l'identification de l'entreprise (dénomination, SIRET) et les types de déchets autorisés à être apportés, valable pour une année civile. L'inspection a consulté, sur place, le classeur des fiches de l'année 2026. L'exploitant déclare que si l'apporteur n'est pas référencé ou s'il apporte un déchet non prévu dans sa fiche, il ne peut pas entrer sur le site avec son chargement. Un contrôle visuel (par caméra) du contenu de la benne est réalisée pour chaque entrée.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 11 : Conditions d'admission des déchets inertes - Acceptation des déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accusé d'acceptation des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li> <li>- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br><p>L'inspection constate la présence d'un automate en sortie de site permettant d'éditer un reçu pour l'apporteur, sur lequel figure les informations réglementaires.</p>                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 12 : Conditions d'admission des déchets inertes - Registre d'admission**

|                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cohérence du registre d'admission      |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. [...] il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les données relatives aux types et poids de déchets entrants sont enregistrées dans un outil informatique dédié. Cependant, les non-conformités et refus de benne sont saisis à part ; l'exploitant déclare qu'ils figureront dans le rapport annuel d'activité.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 30 mars 2026, le rapport annuel dans lequel doit figurer l'ensemble des mouvements de déchets (entrants et sortants), qu'ils soient conformes ou non.</p> <p>La déclaration GEREPE du site pour l'année 2025 réalisée par l'exploitant précise les 2 codes déchets entrants et le fait que le tonnage associé aux déchets dangereux sortants est inférieur à 2 tonnes.</p> <p>L'inspection a constaté que le registre des déchets entrants déclaré par l'exploitant sous le n° SIRET du siège social dans Vigiedéchets ne permet pas de distinguer les déchets entrants au sein de l'ISDI d'Urrugne. De plus, le registre des déchets sortants fait apparaître un BSDA n°20250519-APAYKH91P, créé le 19 mai 2025 de 6,32 t de déchets contenant de l'amiante non lié (code déchets 17 06 05* matériaux de construction contenant de l'amiante) dont "l'expéditeur - Référence du chantier / lieu de collecte" est l'ISDI d'Urrugne.</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• modifier le rapport annuel 2025 transmis, qui comporte des informations en volume et en masse des mouvements de déchets (entrants et sortants), qu'ils soient conformes ou non, mais qui ne précise pas la liste des types de déchets entrants et sortants comportant au minima le code déchets et le tonnage/volume associé et d'ajouter, le cas échéant, les déchets en lien avec le BSDA n°20250519-APAYKH91P ;</li> <li>• procéder dorénavant à la déclaration du registre du site sur Vigiedéchets de telle sorte que l'inspection puisse connaître, à l'instant t, ce qui est effectivement entré dans l'ISDI d'Urrugne,</li> <li>• modifier la déclaration GEREPE du site, si le BSDA précité est un déchet dangereux sortant de l'ISDI d'Urrugne, si non, modifier la déclaration effectuée sur Vigiedéchets.</li> </ul> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                      |

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N° 13 : Déclaration des déchets entrants et sortants</b>                   |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 31 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GERE et Vigiedéchets                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate que les déclarations saisies sur GERE et Vigiedéchets sont réalisées sous le même n° SIRET pour l'ensemble des sites du syndicat, aussi l'identification de la provenance et le volume des déchets entrants et sortants par site n'est pas déterminable. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant déclare les déchets entrants et sortants sous GERE et Vigiedéchets sous un n° SIRET propre au site d'Urrugne afin d'améliorer la traçabilité.                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 14 : Émissions dans l'eau - Collecte et traitement des eaux internes**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 4.3.5                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de rétention                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les eaux internes au site (stockage de déchets, plate-forme de valorisation, imperméabilisation due à la voirie, eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie) sont collectées via l'aménagement de fossés de drainage puis transférées et régulées par le bassin de rétention prévu à cet effet. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate que le bassin de rétention est entretenu et en bon état.                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 15 : Protection des eaux souterraines**

|                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 4.4.1                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation de piézomètres                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Bil Ta Garbi met en place un réseau de trois piézomètres Pz1 à Pz3, dont le plan d'implantation est annexé au présent arrêté. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                    |

L'inspection constate la présence et l'accessibilité des trois piézomètres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 :** Émissions dans l'eau - Valeurs limites d'émission

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 4.3.11 et 4.3.12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets et VLE associées

**Prescription contrôlée :**

Article 4.3.11. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes:

- Température : < 25°C
- pH: compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur: modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Article 4.3.12. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci dessous définies.

|                               |                                           |                                           |
|-------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Débit de référence            | Moyen journalier: 2 000 m <sup>3</sup> /j | Moyen journalier: 2 000 m <sup>3</sup> /j |
| Paramètre                     | Concentration moyenne journalière (mg/l)  | Flux maximal journalier (kg/j)            |
| Matières en suspension (MEST) | 25                                        | 50                                        |
| Hydrocarbures totaux          | 5                                         | 10                                        |

**Constats :**

L'inspection constate une non-conformité en ce qui concerne les résultats des mesures des concentrations des matières en suspension (MEST) relevées aux mois de mars, mai et septembre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place des actions correctives afin de respecter les seuils prévus par son arrêté préfectoral d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 17 : Surveillance des émissions et de leurs effets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 9.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats de l'autosurveillance des émissions dans l'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesure et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées [...]                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection n'a pas été tenue informée de la non-conformité des analyses d'effluents aqueux (cf. fiche de constat n°16).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>le document décrivant les modalités de transmission de son programme de surveillance et en particulier celles relatives aux analyses des rejets aqueux vers le milieu naturel,</li> <li>une fois les modalités de transmission établies, les analyses accompagnées des actions correctives mises en place pour pallier les non-conformités relevées, le cas échéant.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 18 : Émissions dans l'eau - Surveillance**

|                                                                                                       |                   |                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 9.2.2, 9.2.4 et 9.3.1      |                   |                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux de surface et surveillance des effets |                   |                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                       |                   |                             |
| <i>Article 9.2.2. Autosurveillance des eaux de surface</i>                                            |                   |                             |
|                                                                                                       | Auto surveillance | Auto surveillance           |
| Paramètres                                                                                            | Type de suivi     | Enregistrement de la mesure |
| Eaux résiduaires vers le milieu récepteur                                                             | N°1               | N°1                         |
| Débit                                                                                                 | Trimestriel       | Oui                         |
| pH                                                                                                    | Annuel            | Oui                         |

|                               |             |     |
|-------------------------------|-------------|-----|
| Matières en suspension (MEST) | Trimestriel | Oui |
| Hydrocarbures totaux          | Annuel      | Oui |

Article 9.2.4. Surveillance des effets sur le milieu

[...] Les résultats des mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau, dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements. Ils sont accompagnés d'une carte de situation sur laquelle sont positionnés les différents points de suivi. [...]

Article 9.3.1. Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyses et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapports au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel à l'inspection, en date du 30 mars 2026, le rapport annuel 2025 comportant notamment :

- les résultats d'analyses des eaux résiduares réalisées au cours de l'année. Les documents transmis sont toutefois incomplets. En effet, la localisation exacte du point de prélèvement n'est pas identifiée dans les rapports d'analyses n° 25210599-001, n°25391589-001, n° 25520817-001 et PR-0313-121,
- le rapport intitulé "Évaluation de l'impact des rejets aqueux sur le milieu récepteur du site de Bidexka (64) - analyses IBGN et IPR - Année 2025".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet les résultats d'analyses réalisées, conformément à la fréquence établie par son arrêté préfectoral d'autorisation. Il est rappelé à l'exploitant que la localisation exacte de chaque point de prélèvement est à préciser dans chaque rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 : Émissions dans l'air - Retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance annuelle de la qualité de l'air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et

insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, [...]

Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). [...]

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m<sup>2</sup>/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures. [...]

**Constats :**

L'exploitant procède aux analyses de retombées de poussières et transmet les résultats d'analyses annuellement, conformément aux prescriptions réglementaires. Les résultats transmis sont conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 20 : Récolement aux prescriptions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 1.7

**Thème(s) :** Autre, Transmission du bilan du récolement

**Prescription contrôlée :**

[...] l'exploitant procède à un récolement du présent arrêté.

Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Une traçabilité en est tenue. Son bilan accompagné le cas échéant d'un échancier de résorption des écarts est transmis à l'inspection des installations classées. [...]

**Constats :**

L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le bilan du récolement des prescriptions de son arrêté d'autorisation accompagné, le cas échéant, d'un échancier de résorption des écarts.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le bilan du récolement des prescriptions de son arrêté d'autorisation accompagné, le cas échéant, d'un échancier de résorption des écarts.

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
|                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                 |

**N° 21 : Auto-surveillance**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2019, article 9.3.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées à l'article 9.2. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans. L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis son bilan annuel de fonctionnement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |